

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 5 avril 2023

DATE DE PUBLICATION : 14 avril 2023

L'an deux mille vingt-trois, le 13 avril, à 19h00, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES - M. RAMBAUD – Mme PHESOR – M. ÖZTÜRK - M. MALGHI - Mme BRANDON -Mme RASAMOELY – Mme SOW – M. JOLIVET – Mme HENRY – M. LALOT - M. RENOUF – M. TAVARES - Mme LAMA – M. FAURE - M. GUEDJ - Mme LOISEAU – Mme PRIEUX

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- Mme PASCAUD à M. DEMAUMONT
- M. BA à Mme HENRY
- M. BARAY à Mme HEUGUES
- Mme MANAÏ-AHMADI à M. ÖZTÜRK
- Mme BAYRAM à M. MALGHI
- Mme CAYOUX à Mme SOW
- Mme MOUTAUX à M. RAMBAUD
- M. TOUANE à Mme PHESOR
- M. CHRISTODOULOU à Mme LAMA
- Mme PERIERS à M. FAURE
- Mme DURAND à M. GUEDJ
- M. BALABAN à M. JOLIVET

EXCUSES :

- M. KHALID
- Mme TORRES

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme SOW

OBJET :
Nomenclature m57 : Application du Prorata Temporis pour les amortissements

CHALETTE SUR LOING Conseil du 13 avril 2023

OBJET :
Nomenclature m57 : Application du Prorata Temporis pour les amortissements

Directeur de secteur : Correia Marie-Josée

Service : Financier

Affaire suivie par : Correia Marie-Josée

Monsieur le Maire : Conformément aux dispositions de l'article L.2321-2 27° du CGCT, les communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants sont tenues d'amortir les acquisitions de leurs biens.

Pour donner suite à la délibération du 23 mars 2023 modifiant les durées d'amortissement, Il convient de mettre en place l'application du prorata temporis pour les amortissements découlant de la mise en place de la M57.

L'amortissement commencera dès la date de facturation du bien ou du matériel acquis et non plus au 1^{er} janvier de l'année N+1.

Il est donc proposé de mettre en application le prorata temporis à la date de de facturation du bien ou du matériel acquis et ceci à compter du 1^{er} janvier 2023.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU l'article L.2321-2 27° du Code Général des Collectivités Territoriales,

ENTENDU les explications du rapporteur

APRES EN AVOIR DELIBERE

FIXE l'application du prorata temporis pour les amortissements à compter du 1^{er} janvier 2023.

DECIDE de l'application du prorata temporis à la date de facturation du bien ou du matériel acquis

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	31	
Votes pour	31	
Votes contre	0	
Abstentions	0	

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,*

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de
la date de sa publication.*



Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT.